



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le - 5 NOV. 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCAP

Z.A. de Penhoat
29800 SAINT-DIVY

Références : ENV-D-24.0555
Code AIOT : 0100058075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement SOCAP implanté Z.A. de Penhoat 29800 SAINT-DIVY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCAP
- ZA de Penhoat 29800 SAINT-DIVY
- Code AIOT : 0100058075
- Régime : Enregistrement (illégal)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : non

La société SOCAP est spécialisée dans le traitement et la finition de surfaces métalliques. L'établissement emploie 9 personnes et est intégré avec la société Métal Armor à la hoding MVL dont le président est également Maurice VOISIN.

Thèmes de l'inspection :

- Cessation d'activité
- Enregistrement

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-66-1 & 3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	cessation d'activité	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L512-12-1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	activité illégale	Décret du 09/04/2019, article 2, annexe	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SOCAP est en **situation irrégulière d'activité**. Elle n'a pas notifié la procédure de cessation d'activité au préfet pour la fermeture de son site situé au 127, avenue de l'Ecole Navale à BREST. Elle n'a pas non plus notifié au préfet l'enregistrement de sa nouvelle activité pour son établissement situé dans la zone artisanale de Penhoat à SAINT-DIVY.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-66-1 & 3
Thème(s) : Situation administrative, déclaration
Prescription contrôlée : <p>Article R. 512-66-1</p> <p>I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise</p>

et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

...

Article R. 512-66-3

Les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie à l'article R. 511-9 du code de l'environnement pour lesquelles l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est requise sont les suivantes : ..., 2565,...2567,...2940,... .

Constats :

Article R. 512-66-1

L'établissement SOCAP situé au 127, avenue de l'Ecole Navale à BREST dispose du récépissé de déclaration n°130-94-D du 24 juin 1994 pour l'exploitation des activités de traitement des métaux, de galvanisation et de peinture sur les métaux.

Cet établissement a cessé les activités pré-citées et est fermé définitivement depuis le mois de juin 2023. L'exploitant n'a pas notifié au préfet la date d'arrêt définitif des installations, ainsi que la liste des terrains concernés.

Article R. 512-66-3

Les activités qui ont été exercées sur le site au 127, avenue de l'Ecole Navale à BREST, selon le régime de la déclaration de la nomenclature des installations classées, sont notamment les rubriques 2565, 2567 et 2940. Suite à la cessation de ces activités, l'exploitant n'a pas fourni à l'inspection l'attestation de mise en sécurité du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L512-12-1

Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Lorsque l'installation soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Selon les modalités et dans les cas définis par décret en Conseil d'Etat, l'exploitant fait attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine

Constats :

Les activités de traitement des métaux, de galvanisation et de peinture exercées sur le site au 127, avenue de l'Ecole Navale à BREST, avant la fermeture de l'établissement en juin 2023, sont susceptibles d'avoir créé une pollution des sols.

L'exploitant n'est pas en mesure de montrer qu'il a placé le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : activité illégale

Référence réglementaire : Décret du 09/04/2019, article 2, annexe

Thème(s) : Situation administrative, Enregistrement rubrique 2565

Prescription contrôlée :

Décret n° 2019-292 du 09/04/19 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Notice : le décret introduit le régime de l'enregistrement pour les rubriques 2521, 2564 et 2565 de la nomenclature.

...

Article 2 du décret du 9 avril 2019

Annexe:

Rubriques modifiées:

...

Rubrique 2565: Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro- abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.

...

2. Procédé utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant:

a) Supérieur à 1 500 litres: **RÉGIME ENREGISTREMENT**

Constats :

Suite à la fermeture de son établissement sis au 127, avenue de l'Ecole navale à BREST en juin 2023, la société SOCAP a transféré ses activités dans un nouveau bâtiment situé Z.A. de Penhoat à SAINT-DIVY 29800.

Sur le site de SAINT-DIVY, l'activité principale en tant qu'installation classée est le traitement de surface métallique par phosphatation (rubrique n° 2565). L'activité relève du **régime de l'Enregistrement** de la nomenclature des installations classées.

L'inspection constate la présence d'autres activités sur ce site susceptibles de relever du régime de la Déclaration de la nomenclature des installations classées. Ces activités sont:

- Le travail mécanique des métaux (2560);
- L'emploi de matières abrasives telles que le sable, grenaille... (2575);
- L'application de peintures (thermolaquage, peinture en poudre... (2940).

L'exploitant n'a pas notifié au préfet l'enregistrement de son activité de traitement de surface des métaux (2565), ainsi que la déclaration des autres activités pour son nouvel établissement sis Z.A. de Penhoat à SAINT-DIVY 29800.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois